

Arrêté n° SEREF-2023-07-26-001
portant renouvellement de l'autorisation
d'exploiter l'usine « Sous le Pré »
utilisant l'énergie hydraulique de la rivière Bienne
commune de Saint-Claude

LE PRÉFET DU JURA

Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement notamment ses articles L.211-1, L.214-1 à L.214-3 et R.181-45 et suite ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE) 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée (PGRI) 2022-2027 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Serge CASTEL, préfet du Jura, à compter du 23 août 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-08-23-00006 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas FOURRIER, directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-08-23-00010 du 23 août 2022 portant subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu l'arrêté n°2011-095 du 7 février 2011 portant règlement d'eau pour les entreprises autorisées à utiliser l'énergie hydraulique de la Bienne pour l'exploitation de la « centrale sous le pré » par la SA OLIVIER sur la commune de Saint-Claude ;

Vu la demande déposée le 22 juillet 2022 par la SA OLIVIER, enregistrée sous le n° 39-2022-00142, relative au renouvellement de l'autorisation d'utiliser l'énergie hydraulique de la Bienne pour l'exploitation de la « centrale sous le pré » par la SA OLIVIER sur la commune de Saint-Claude ;

Vu les avis des services consultés ;

Vu le courriel en date du 18 juillet 2023 adressé à l'exploitant l'invitant à faire part de ses remarques sur le projet d'arrêté ;

Vu les remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté en date du 24 juillet 2023 ;

Considérant les prescriptions du présent arrêté permettant de garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;

Considérant l'utilisation de l'énergie hydraulique de la Bienne pour l'exploitation de la « centrale sous le pré » par la SA OLIVIER sur la commune de Saint-Claude compatible avec les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

Direction départementale des territoires du Jura
4, rue du Curé Marion – 39015 LONS-LE-SAUNIER
horaires d'ouverture : 9h00 - 11h30 ou sur rendez-vous
Tél : 03 84 86 80 00
courriel : ddt@jura.gouv.fr
<http://www.jura.gouv.fr>

ARRÊTE

Titre 1 - Objet de l'autorisation

Article 1.1 – autorisation d'exploiter

SA Olivier est autorisée, en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à disposer de l'énergie de la rivière la Bienne, pour la production d'énergie hydraulique de la micro-centrale hydroélectrique Sous le Pré, sur le territoire de la commune de Saint-Claude.

Département	Jura 39
Commune rive gauche	Saint-Claude
Commune rive droite	Saint-Claude
Cours d'eau	La Bienne
Lieu de la production	Saint-Claude
Nom de l'ouvrage	Sous le Pré
Propriétaire Gérant	SA Olivier
R.214-17 I 1	Listes 1 et 2

Les rubriques concernées de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues (A), ainsi qu'un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation	Autorisation	<i>Arrêté du 11 septembre 2015</i>

La présente autorisation vaut autorisation d'exploiter l'énergie hydraulique au titre de l'article L.511-1 du Code de l'énergie.

La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à 356 kW .

Titre 2 - Caractéristiques des ouvrages

Article 2.1 – caractéristiques de l'installation

Puissance maximale brute (PMB)	356 kW
Hauteur de chute brute	6,06 m
Débit maximum dérivé	6 m ³ /s
Module (au droit du barrage)	11 m ³ /s
Débit réservé (débit minimal)	1,1 m ³ /s
Longueur du tronçon court-circuité (TCC)	290 m

Longueur du canal d'amenée		225 m
Niveau normal et minimal d'exploitation		403,18 m NGF
Longueur du canal de fuite		néant
Type et caractéristiques de la turbine	Nombre et Modèle	une turbine Kaplan double réglage (1 – 6 m ³ /s) une turbine Francis (0,4 – 1,2 m ³ /s)
	Débit maximum turbiné	6 m ³ /s
	Débit minimum turbiné	0,4 m ³ /s
	Débit d'armement	1 et 0,4 m ³ /s

La centrale fonctionne au fil de l'eau.

Article 2.2 – caractéristiques du seuil et de la prise d'eau

Classe de l'ouvrage relative à la sécurité et la sûreté	Non classé
Type de seuil	Maçonné, déversant
N° ROE	7531
Hauteur au-dessus du terrain naturel	5,27 m
Longueur en crête	28,2 m
Cote moyenne de la crête du barrage	403,15 NGF
Vanne de garde	Une vanne de garde
Grille	Un plan de grille fine
Goulotte de dévalaison	Une goulotte présente à modifier
Dégrilleur	Un dégrilleur automatique
Vanne de dégravage	Deux vannes manuelles de dégravage
Vanne de déssablage	Une vanne de déssablage au niveau du plan de grille

--	--

Titre 3 – Prescriptions relatives aux débits et à la gestion du niveau d'eau

Article 3.1 – caractéristiques normales des ouvrages

Le niveau normal d'exploitation de la retenue est fixé à la cote 403,18 m NGF.

Article 3.2 – débit maintenu à l'aval de l'ouvrage

Le débit minimum biologique (DMB) à maintenir dans la rivière, ne doit pas être inférieur à 1,1 m³ /s ou au débit naturel de la rivière à l'amont immédiat de l'ouvrage si celui-ci est inférieur.

Article 3.3 – dispositif de contrôle des niveaux d'eau et débits

L'exploitant est tenu d'établir et d'entretenir les repères et dispositifs destinés à permettre la vérification sur place du respect des niveaux et débits mentionnés au présent chapitre. Un repère définitif et invariable rattaché au nivellement général de la France est associé à une échelle limnimétrique scellée à proximité.

Cette échelle, dont le zéro indique le niveau normal d'exploitation de la retenue est fixé à la cote 403,18, correspond à la cote minimale d'exploitation.

Cette échelle doit toujours rester accessible aux agents de l'administration ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Elle demeure visible aux tiers. L'exploitant est responsable de sa conservation.

Le fonctionnement en éclusées est interdit.

Article 3.4 – contrôle et obligation de mesures

L'exploitant est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou de suivi, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L.214-8 du Code de l'environnement.

Titre 4 : Dispositions relatives à la préservation des milieux aquatiques

Article 4.1 – débit minimum biologique

Le débit minimum biologique (DMB) fixé à 1100 l/s est réparti comme suit dans les différents organes :

- 250 l/s par surverse sur le seuil (lame d'eau de 3 cm),
- 500 l/s dans le dispositif de montaison,
- 50 l/s dans une échancrure sur le seuil,
- 300 l/s dans le dispositif de dévalaison à l'aval du canal d'amenée.

Article 4.2 – gestion du transit sédimentaire

En période de crue, les sédiments surversent par le seuil (vanne de tête fermée) garantissant leur transport.

L'exploitant, assure l'ouverture régulière en période de crue des vannes de dégravage pour évacuer les sédiments accumulés.

Toute manœuvre de vanne en période d'étiage est proscrite.

Article 4.3 – qualité des eaux restituées au milieu

L'exploitant prend toutes les mesures pour que les eaux restituées n'entraînent pas de dégradation de l'état des eaux.

Article 4.5 – réduction d'impact

Dispositions relatives à la libre circulation des poissons

Le franchissement de l'ouvrage à la montaison est assuré par une passe à poisson à bassins successifs à fentes verticales, située en rive gauche du seuil. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- une entrée piscicole,
- 15 bassins successifs dont un bassin de retournement,
- hauteur de chute : entre 19 et 25 cm,
- débit d'alimentation : 500 l/s.

Dispositif évitant la pénétration du poisson dans la prise d'eau.

Le dispositif suivant doit être exécuté :

- adaptation de la goulotte par biseautage du muret pour assurer les 300 l de débit réservé,
- aménagement d'un bassin surélevé de réception,
- pose d'une goulotte d'environ 9 m de long, 0,45 m de large et de pente maximum de 5,5 %.

Titre 5 : Prescriptions relatives aux travaux et à la mise en service de l'installation

La SA Olivier dispose d'un délai de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté pour mettre en conformité son installation relative au L.214-17 I (dispositif de dévalaison).

Dans l'attente de la mise en conformité de l'installation, le pétitionnaire met en œuvre tous les moyens pour assurer le débit minimum biologique fixé à l'article 4.1.

Article 5.1 – travaux

Le pétitionnaire informe le service police de l'eau de la DDT, 15 jours avant les travaux, à l'aide d'un dossier de porté à connaissance (mode opératoire, plan,...) conformément à l'arrêté du 11 septembre 2015 sus-visé à l'article 1.1.

Article 5.2 – remise en service

Dans les trois mois suivant les travaux, l'exploitant ou le propriétaire de l'ouvrage procède à des mesures du DMB fixé à l'article 4.1, en aval du dispositif de dévalaison. En cas d'écart significatif, le pétitionnaire est tenu d'apporter les corrections nécessaires à cet ouvrage afin d'y maintenir le DMB fixé.

Des prescriptions complémentaires peuvent être appliquées à tout moment, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Titre 6 : Prescriptions relatives à l'entretien

Article 6.1 – manœuvres

L'exploitant manœuvre les organes de régulation de l'ouvrage de manière à respecter les cotes mentionnées dans l'arrêté d'autorisation ou dans les arrêtés de prescriptions complémentaires.

Article 6.2 – entretien

L'exploitant est tenu d'entretenir la retenue, le canal d'amenée d'eau aux turbines et le canal de fuite. Le service de police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation de ces opérations d'entretien au moins 15 jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

L'exploitant entretient et maintient fonctionnels les dispositifs établis pour assurer ses obligations en matière de continuité écologique et de débit restitué à l'aval.

Une visite d'entretien de la passe à poissons, au minimum annuelle ou après chaque épisode de crue est effectuée par l'exploitant. Au cours de cette visite, la remise en état, l'enlèvement des encombrants et des sédiments sont réalisés si nécessaires.

Les matériaux mobilisés dans une opération de curage doivent être remis dans le cours d'eau.

Les déchets anthropiques bloqués dans la goulotte de dégrillage sont évacués rapidement vers des sites habilités à les recevoir.

Article 6.3 – incidents

En cas d'incident lors des travaux susceptibles de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval (interruption dans la continuité) ou à l'amont du site, l'exploitant prend immédiatement toutes les dispositions nécessaires (pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux ou la suspension de l'exploitation) afin de limiter les effets sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et d'éviter qu'il ne se reproduise. Il informe immédiatement le préfet du Jura et le maire de la commune de Saint Claude.

Titre 7 : Dispositions générales

Article 7.1 – durée de l'autorisation

La présente autorisation d'exploiter la micro-centrale hydroélectrique Sous le Pré sur la Bienne, commune de Saint-Claude, est accordée pour 40 ans à compter de sa notification au pétitionnaire,

Article 7.2 – caractère précaire de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour l'exploitant, de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais de l'exploitant tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au Code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, l'exploitant changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 7.3 – caducité de l'autorisation

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire son effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de deux ans à compter du jour de la notification de l'autorisation.

Le délai de mise en service prévu au premier alinéa est suspendu jusqu'à la notification de la décision devenue définitive d'une autorité juridictionnelle en cas de recours contre l'arrêté d'autorisation ou contre le permis de construire éventuel.

Article 7.4 – conformité des ouvrages réalisés

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux dispositions de la présente autorisation et aux plans d'exécution. Ils sont également situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation lorsque ceux-ci ne sont pas contraires à la présente autorisation ou aux plans d'exécution.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation ou des plans d'exécution doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Article 7.5 – déclaration des incidents ou accidents

L'exploitant ou à défaut, le propriétaire, est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, l'exploitant ou à défaut le propriétaire, doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

L'exploitant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 7.6 – condition de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, l'exploitant, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Article 7.7 – transfert de l'autorisation

En application du troisième alinéa de l'article R.181-47 du Code de l'environnement, préalablement au transfert de l'autorisation, le bénéficiaire potentiel du transfert en fait la déclaration au Préfet. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Elle est accompagnée des pièces justifiant les capacités techniques et financières du bénéficiaire du transfert. Le préfet en donne acte ou notifie son refus motivé dans le délai de deux mois.

Article 7.8 – cessation d'activité pour une durée supérieure à deux ans

En application des quatrième et cinquième alinéas de l'article R.214-45 du Code de l'environnement, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation de l'installation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que

l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.211-1 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article 7.9 – remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, l'exploitant décide de ne pas en demander le renouvellement, conformément à l'article L.214-3-1 du Code de l'environnement, l'exploitant, ou, à défaut, le propriétaire, propose un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Il en est de même si le l'exploitant met fin à l'exploitation avant la date prévue.

Article 7.10 – accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 7.11 – droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7.12 – autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 7.13 – publication et information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de cet arrêté est déposée en mairie de Saint-Claude et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Claude pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la direction départementale des territoires du Jura par le maire.
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département (www.jura.gouv.fr) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7.14 – exécution et diffusion

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur départemental des territoires du Jura, le service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie du Jura et le maire de Saint-Claude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant.

Lons le Saunier, le 28 juillet 2023

Pour le directeur départemental et par subdélégation,
l'adjoint à la cheffe du service de l'eau, des risques,
de l'environnement et de la forêt,



Pierre MINOT

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative¹ :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-5 à L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

(1) Devant le tribunal administratif de Besançon (30 rue Charles Nodier 25 044 BESANCON Cedex). Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).